

Déclaration Force Ouvrière au bilan social 2008.

Avec une baisse permanente des effectifs de l'usine, 4897 salariés en 2006 à 4531 en 2008, Force Ouvrière s'inquiète des conséquences pour les salariés qui voient leurs conditions de travail se dégrader au fur et à mesure que la Direction déploie son plan de productivité et ceci malgré la baisse d'activité.

Cette dégradation s'amplifie sur un point de vue moral à cause du réajustement vanté par la direction sur la MOS qui se traduit pour la main d'œuvre de structure par une réorientation vers des postes qui sont souvent perçus comme une « voie de garage ».

De plus, avec une crise économique subite de plein fouet par les salariés les plus fragiles, il en est résulté des perspectives professionnelles s'amenuisant et des craintes du personnel sur la pérennité des emplois qui n'a pas échappé à la Direction pour mener une politique de plus en plus exigeante sur les objectifs annoncés.

Enfin, si la Direction parle d'une baisse d'activité qui s'est produite sur le second semestre, il est important de ne pas oublier que les salariés du moteur M l'ont vécu dès juin 2008, les rendant encore plus fragile face au chômage partiel amorcé au second semestre.

Avec l'avenant ORTT négocié en novembre, Force Ouvrière avait pour objectif de préserver tant qu'il était possible l'ensemble du personnel des méfaits du chômage partiel ; malheureusement cette possibilité n'a pas été possible suite au droit d'opposition légitimé par les uns en dénonçant l'utilisation du CEF pour le transférer vers le compteur temps collectif et l'indemnisation du chômage partiel à 100% par les autres.

En ce qui concerne la rémunération, nous constatons qu'en 2008, le rachat de jour de capital temps individuel a été nécessaire pour qu'une grande partie des salariés améliore leur pouvoir d'achat. En parallèle, la fin brutal des équipes de nuit et des équipes de fin de semaine a défavorisé un peu plus une partie du personnel qui a

manqué de propositions pour solutionner des difficultés financières accru par le chômage partiel.

Les primes d'intéressement ainsi que les ICP issues d'accords signés par FO, même si ce ne sont pas des éléments de salaire, restent très appréciées par les salariés.

Dans le bilan social, il est mis en évidence une augmentation des accidents de travail et de leur gravité, malgré un préambule pour ce chapitre où vous flattez le niveau de résultat d'accidentabilité et énumérez l'ensemble des démarches entrepris dans l'usine.

Sans remettre en cause le but affiché par la Direction, il est clair que cela ne suffit pas et que la baisse des dépenses en matière de sécurité ne peut être qu'associée à la dégradation des résultats.

En termes de management si une amélioration des informations envers le personnel de production est constatée, nous déplorons les pressions ou excès de zèle pour l'obtention d'un Ro toujours plus difficile à atteindre.

Par contre, le renforcement de la formation, souhaité par FO, et, mis en place par la Direction en fin d'année 2008 a été un élément important en réaction au chômage partiel. Solution que nous voulons perdurer et améliorer en 2009.

Malgré quelques points positifs, les aspects qui sont :

- l'investissement pour améliorer les conditions de travail.
- un management plus à l'écoute de leurs collaborateurs et plus reconnaissant des efforts accomplis.
- l'augmentation des formations pour le personnel dans le cadre du parcours et de l'évolution du personnel.
- Et l'ajustement de la production pour éviter les jours de chômage partiel.

Sont autant d'éléments qui doivent progresser. C'est pourquoi, nous nous abstenons sur le bilan social 2008.

Nous donnons un avis défavorable sur la situation comparée des conditions générales d'emploi des femmes et des hommes de l'usine de Cléon qui n'a pas subi d'évolution entre 2007 et 2008.

Enfin, nous donnons un avis défavorable sur l'évolution des emplois et qualifications qui restent faible et en particulier pour le niveau 4 de la filière 100.